



**GREENPEACE**

**rapport annuel  
jahresbericht  
2011**

[www.greenpeace.lu](http://www.greenpeace.lu)

**FONDATION GREENPEACE LUXEMBOURG**

# rapport annuel jahresbericht 2011

page // seite

|  |    |
|--|----|
| Non à l'énergie nucléaire -<br>L'avenir est au renouvelable                | 3  |
| Le climat est en danger -<br>Partenariat pour l'environnement et le climat | 4  |
| Les agrocarburants ne contribuent pas à la<br>protection du climat         | 5  |
| Le rapport «Qui nous empêche d'avancer?»                                   | 6  |
| Pesticides - Non Merci!  | 7  |
| OGM & Océans   | 8  |
| En direct de Gorleben  | 9  |
| Emission -10   | 10 |
| Finances   | 11 |
| Victoires  | 12 |



© Ronny Sen/Greenpeace

Le ballon de Greenpeace, sous le slogan « Les forêts, pas le charbon » survole les forêts de Mahaan, situées dans l'Etat central indien de Madhya Pradesh. Les mines de charbon sont une menace pour les forêts vierges de Mahaan. Les ballons ont été lancés pour attirer l'attention des peuples sur les forêts menacées et solliciter leur soutien pour les sauver.

## Maintenant ou jamais!

L'année 2011 a été une année riche en événements, certains étaient prévisibles, comme la crise financière, d'autres moins, comme le tsunami du 11 mars au Japon.



© Christophe Hebling/Greenpeace

Les gouvernements ont pris des mesures exceptionnelles pour annuler les effets de la crise en injectant de l'argent dans les économies ou pour renflouer rapidement les banques. Pourtant, quand il s'agit d'accélérer la transition énergétique, bizarrement l'argent fait défaut. La révolution énergétique devrait être perçue comme une solution possible à la crise. Mais les gouvernements ont des œillères. Ils préfèrent souvent «des solutions» du passé, plutôt que de se tourner vers des solutions vraiment innovantes et durables. Ils préfèrent écouter les promesses d'industriels sans scrupule, plutôt que de protéger le climat et les populations. En effet, le gouvernement luxembourgeois ne s'exprime pas clairement en faveur d'une réduction plus ambitieuse des émissions de gaz à effet de serre. Alors que des mesures doivent être prises de toute urgence pour lutter contre les crises climatiques, on observe encore des tergiversations: c'est incompréhensible, mais surtout irresponsable. C'est une grave erreur de ne pas réaliser les conséquences inéluctables qui découleront d'un dérèglement climatique. Les politiques ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas; parce que nous n'arrêtons pas de les prévenir. Ils préfèrent ne pas savoir, ils préfèrent ne pas entendre, ils préfèrent accorder leur confiance aux pollueurs, comme ArcelorMittal. L'absence de mesures ambitieuses est d'autant plus incompréhensible qu'elles seraient bénéfiques pour l'économie européenne.

A force de ne pas anticiper suffisamment les catastrophes, elles deviennent inéluctables. Un autre événement qui m'a profondément marqué au cours de l'année 2011, c'est l'accident dans la centrale nucléaire de Fukushima en mars. Comment un tel accident a-t-il pu se produire dans l'un des pays les plus industrialisés du monde? Encore une fois, nous sommes confrontés aux conséquences dévastatrices de l'énergie nucléaire. Si nous voulons tirer des leçons de la catastrophe de Fukushima, nous devons gagner en modestie et reconnaître que le nucléaire sûr n'existe pas dans le monde réel. Le nucléaire sûr n'existe que dans les têtes d'idéologues prêts à sacrifier des populations entières.

Heureusement, certains politiques en sont conscients. En effet, en décidant de sortir progressivement du nucléaire à l'horizon 2022, l'Allemagne devient un exemple pour le reste de l'Europe. Mais il faudrait que la France en fasse autant. Quant au Luxembourg, qui prétend ne pas être favorable à l'énergie nucléaire, il devrait cesser d'en importer. Qui osera prendre la décision de sortir définitivement du nucléaire? Il est urgent, pour les populations, pour les générations futures, de prendre cette décision.

Nous aurons encore besoin de vous et de votre soutien pour réussir tous ces objectifs. Nous sommes conscients que sans vous rien n'est possible. Vous pouvez compter sur notre pugnacité pour ne rien lâcher. La planète a besoin d'orientations claires et d'actions menées dans la durée. Il est temps d'agir! Agissons ensemble pour sauver notre planète! C'est maintenant ou jamais!  
[Marieke Kremers, Directrice, Greenpeace Luxembourg](#)

### L'affaire Sotel

Depuis 2005, Greenpeace s'est opposé avec succès contre une connexion directe du réseau luxembourgeois au réseau français pour importer de l'électricité produite dans des centrales nucléaires pour alimenter les aciéries d'ArcelorMittal et pour éventuellement en injecter dans le réseau public de Creos. En 2011, le travail de Greenpeace a surtout consisté à renforcer l'opposition juridique contre cette nouvelle ligne haute tension, parce qu'elle aurait un impact négatif sur les zones protégées d'intérêt communautaire faisant partie du réseau Natura 2000. Pour l'instant les travaux nécessaires à la construction de cette ligne haute tension sont toujours arrêtés, mais la pression des industriels et du gouvernement pour réaliser cette interconnexion ne cesse d'augmenter. Le nouveau Ministre de l'Economie vient de confirmer la vraie raison de cette ligne haute tension: « ArcelorMittal veut acheter une tranche de production d'une centrale nucléaire en France ». Dans l'hypothèse où cette connexion avec Cattenom serait validée, le gouvernement luxembourgeois perdrait toute cohérence et crédibilité dans sa politique pour une sortie du nucléaire au niveau européen. Celui-ci ferait mieux de protéger la population, plutôt que les intérêts à court terme d'industriels sans scrupule.

# Non à l'énergie nucléaire

L'avenir est au renouvelable

**En 2011, nous avons témoigné d'une résistance de tous les instants à l'industrie nucléaire et à ses partisans: Greenpeace a organisé des protestations et mené sans relâche des actions d'information.**

Douze mois se sont écoulés maintenant depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima. Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette catastrophe? L'anniversaire de l'accident de Fukushima est l'occasion unique de nous demander ce que la tragédie - qui est loin d'être terminée pour des centaines de milliers de japonais - nous a enseigné. Les principales causes de cet accident nucléaire découlent de l'incapacité à reconnaître les risques réels inhérents aux réacteurs, l'incapacité à établir et à appliquer des normes appropriées de sûreté nucléaire et, en fin de compte, l'incapacité à protéger le public et l'environnement.



L'école élémentaire de Iitate est vide depuis l'accident nucléaire de Fukushima. Les milliers d'habitants du village, située à 40km de Fukushima, ont été évacués le 20 avril, un mois après la catastrophe.



Fukushima est à l'origine de profonds déchirements entre les générations qui ont dû évacuer les villages. Kenta Sato a eu une dispute avec son père qui ne voulait pas quitter son travail.

Photo: © Robert Knoth/Greenpeace

## Les leçons de Fukushima

Comment est-il possible qu'un accident nucléaire majeur se soit produit dans l'un des pays les plus avancés industriellement dans le monde? Pourquoi les plans d'urgence et d'évacuation ne fonctionnent pas pour protéger les gens de l'exposition aux retombées radioactives et de la contamination qui en découle? Pourquoi le gouvernement japonais n'arrive toujours pas, un an plus tard, à mieux protéger les citoyens contre les radiations? Pourquoi plus de 100 000 personnes, qui souffrent le plus des effets de l'accident nucléaire ne reçoivent toujours pas un soutien financier adéquat pour les aider à reconstruire leurs maisons et leur existence. Telles sont les questions fondamentales que nous devons nous poser si nous voulons tirer des leçons de Fukushima.

Mais voulons-nous apprendre de la catastrophe? Voulons-nous savoir que l'accident nucléaire de Fukushima marque la fin du paradigme du nucléaire sûr? Voulons-nous savoir que l'accident nucléaire a montré l'échec profond et systémique des institutions censées protéger les personnes de ces accidents?

Depuis des décennies, informer le public sur les risques réels fait partie des tâches les plus importantes de Greenpeace dans la lutte contre le nucléaire.

D'où vient le combustible nucléaire? Où va-t-il après son utilisation? Que se passe-t-il réellement en cas d'accident grave de réacteur? Au Luxembourg, sommes-nous suffisamment préparés en cas d'un accident majeur? La centrale nucléaire de Cattenom est-elle sûre? En 2011, nous avons axé notre campagne nucléaire sur l'information du public sur les risques du nucléaire, le travail politique pour une sortie du nucléaire, une analyse rigoureuse des réacteurs en Europe dans le cadre des tests de résistance et une présence constante pour empêcher une connexion directe du réseau luxembourgeois au réseau nucléaire français.

## L'inconscience des risques du nucléaire

Le risque d'un accident nucléaire majeur ne peut être exclu, même dans notre pays. Greenpeace informe sans cesse que l'énergie nucléaire n'est pas la solution propre et sûre de l'approvisionnement d'électricité du futur à laquelle l'industrie nucléaire veut nous faire croire depuis belle lurette. Avec ses campagnes, Greenpeace poursuit depuis des années le même objectif: la sortie de l'énergie nucléaire et des autres énergies «sales», mais aussi la promotion des technologies durables et respectueuses du climat. ■

## Ministre indécis = Climat en danger !

**Fin mai, Greenpeace a appelé le gouvernement à soutenir un objectif inconditionnel de réduction de -30% d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 1990.**

Greenpeace a fortement regretté que le ministre du Développement Durable et des Infrastructures Claude Wiseler ne se soit toujours pas exprimé en faveur d'un objectif de réductions des émissions plus ambitieux. Un tel objectif devrait constituer un premier pas vers un objectif de -40% pour tous les pays industrialisés, en accord avec la nécessité de contenir la hausse des températures mondiales en dessous de 2°C, et d'éviter un emballement climatique catastrophique. Avant et après la conférence internationale sur la protection du climat de Copenhague en 2009, le Premier ministre Jean-Claude Juncker avait assuré que le Luxembourg s'engagerait pour que l'UE se fixe des objectifs de réduction plus strictes.

Greenpeace exige du gouvernement de ne pas se soumettre aux revendications infondées de la Fédération des Industries luxembourgeoises (FEDIL). La FEDIL, membre de BUSINESS-EUROPE, a mis en garde « devant une intensification des engagements européens en termes de réduction des émissions et a lancé un appel au gouvernement pour plaider en faveur d'un moratoire dans les discussions politiques autour d'un éventuel renforcement des objectifs climatiques européens ».



Plusieurs études, dont une de la Commission européenne, montrent qu'un engagement unilatéral de l'Europe à réduire ses émissions de -30 % d'ici 2020 par rapport à 1990 est non seulement techniquement réalisable et économiquement viable, mais aussi essentiel pour créer de nouveaux emplois et garantir la sécurité énergétique de l'Europe. Plus de 40 entreprises multinationales comme Unilever, Google, General Electric, Ikea et Vodafone ont déjà affiché leur soutien en faveur d'un objectif climatique de -30 % d'ici 2020, décrivant cette mesure comme une stratégie gagnante. ■



© Jonas Gratzner/Greenpeace

Une statue de Bouddha immergée par les eaux à Ayutthaya en Thaïlande. L'intensification des impacts climatiques associés à l'absence de développement durable auront de lourds coûts économiques et environnementaux.

**Partenariat pour l'environnement et le climat: Nach einem Jahr Verhandlungen noch immer keine Klimaschutzstrategie für Luxemburg in Sicht.**

**Nach einem Jahr intensiver Diskussionen über die zukünftige Luxemburger Klimapolitik beurteilten Greenpeace, Caritas, ASTM und Mouvement Ecologique das Ergebnis des Klimapartnerschafts als enttäuschend.**

Die Organisationen bewerten das Klimapartnerschaft, ein Multi-Stakeholder-Prozess zwischen Regierung, NGOs, Arbeitgeber, Gewerkschaften und Gemeinden zwar als einen Schritt in die richtige Richtung. Insgesamt wird das Partnerschaft den Erfordernissen des Klimaschutzes jedoch nicht gerecht. Das bislang erzielte Ergebnis stellt keine Strategie dar, wie Luxemburg seine mittel- und langfristigen Klimaschutzziele erreichen kann. Viele grundsätzliche Fragen bleiben ungelöst, viele Themen wurden nicht zufriedenstellend behandelt. Der von der Regierung im Mai vorgelegte Sofortmaßnahmenkatalog spiegelt nicht die Prioritäten der NGOs wider.

Während der Dauer des Partnerschafts wurden viele Grundsatzfragen aufgeworfen, für die jedoch keine Antworten gefunden wurden. Dazu gehören u.a. die sozialverträgliche Gestaltung von Klimaschutzmaßnahmen, die Bedeutung von Klimaschutzmaßnahmen für den Arbeitsmarkt und die Ausarbeitung eines langfristigen strategischen Ansatzes beim Klimaschutz, damit Luxemburg seine Klimaschutzziele im Einklang mit den wissenschaftlichen Notwendigkeiten erzielen kann. Luxemburg muss seine Emissionen von ca. 24 Tonnen CO<sub>2</sub>/Person im Jahr 2009 auf maximal 2 Tonnen CO<sub>2</sub>/Person bis 2050 senken. ■

# Les agrocarburants ne contribuent pas à la protection du climat!

**Une étude présentée au Luxembourg par l'Institut de Politique Environnementale Européenne (IEEP) démontre qu'en raison de l'impact du «changement d'affectation des sols indirect» (CASI)\*, le recours aux agrocarburants en Europe aura des conséquences: des quantités importantes de gaz à effet de serre seront libérées dans l'atmosphère.**

L'analyse d'IEEP conclut qu'en Europe les effets du «changement d'affectation des sols indirect» (CASI) seront responsables de l'émission de jusqu'à 56 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> supplémentaires, soit l'équivalent de ce qu'émettraient 26 millions de voitures supplémentaires sur les routes européennes d'ici 2020. Il faut remarquer que cet effet n'a jamais été considéré dans les bilans carbone des agrocarburants. En prenant le CASI en compte, les agrocarburants émettront jusqu'à 167 % de gaz à effet de serre en plus par rapport aux combustibles fossiles qu'ils sont censés remplacer.

écosystèmes naturels comme les forêts vierges. En outre, l'augmentation de la culture des plantes à vocation énergétique risque d'entrer en concurrence avec les aliments et de provoquer une augmentation sensible de leur prix. La mise en péril de la sécurité alimentaire touche surtout les populations les plus pauvres et augmente le risque des «révoltes de la faim» dans beaucoup de pays. ■

\* Lorsque des terres agricoles existantes sont converties pour la production d'agrocarburants, la nourriture qu'elles permettaient de produire doit être cultivée sur d'autres terres, afin de répondre à la demande toujours croissante de matières destinées à l'alimentation humaine et animale - souvent au détriment des forêts, prairies, tourbières, zones humides, et autres écosystèmes riches en carbone. Cela entraîne une augmentation substantielle des émissions de gaz à effet de serre par les sols utilisés et la végétation détruite.



© Natalie Behring/Greenpeace

En Indonésie, la forêt tropicale est détruite sur de vastes surfaces par le feu pour faire de la place aux plantations de palmiers. L'huile de palme est de plus en plus utilisée pour la production des agrocarburants.

Les États membres de l'UE doivent couvrir d'ici 2020 10% de la consommation d'énergie dans le secteur des transports par des énergies renouvelables. Pour y parvenir, les États membres prévoient un recours presque exclusif aux agrocarburants. En 2020, les agrocarburants représenteront 9,5% de l'énergie totale consommée dans le secteur des transports. Plus de 92% de ces agrocarburants seront produits à base de plantes alimentaires. Les agrocarburants ne contribuent pas à la protection du climat. Ils déplacent le problème dans les pays émergents et les pays en développement et ils menacent les populations locales, la production alimentaire et les

## Contribuez à la protection du climat, branchez-vous à l'électricité verte!

Depuis la fin mai 2011 tous les fournisseurs d'électricité offrent au Luxembourg un tarif spécial «électricité verte» pour tous les clients. Ces tarifs «électricité verte» sont disponibles pour tous les particuliers du pays.

Les coûts supplémentaires pour l'achat de l'électricité verte s'élèvent à environ 20 euros par an pour un ménage de 4 personnes avec une consommation moyenne.

Vous pouvez trouver des informations plus détaillées ainsi qu'un calculateur de tarifs sur le site [www.electricite-verte.lu](http://www.electricite-verte.lu)

## Qui nous empêche d'avancer ?

**Le rapport «Who's holding us back?» (Qui nous empêche d'avancer?) diffusé par Greenpeace en novembre montre comment les entreprises les plus polluantes s'opposent à l'adoption de mesures concrètes pour protéger le climat.**

De grandes entreprises, dont ArcelorMittal, BASF, Shell, BHP Billiton, Eskom et Koch Industries, mettent tout en œuvre pour empêcher les gouvernements de s'attaquer au problème des changements climatiques et de prendre les mesures qui s'imposent comme p.ex. l'augmentation de l'objectif de réduction des émissions européennes de 20 à 30 % d'ici 2020. Ces entreprises et leurs réseaux d'associations font obstruction aux politiques de transition qui devraient nous mettre sur la voie d'une société durable, tant sur le plan environnemental qu'économique.

Les grands émetteurs de CO<sub>2</sub> et leurs organisations écrans, telles que BusinessEurope, Cefic, Eurofer et l'Alliance pour une Industrie européenne compétitive (ACEI) continuent de barrer la route à toute politique climatique ambitieuse. Elles s'imposent dans les négociations internationales sur le climat et torpillent les projets de loi les plus ambitieux envisagés par certains États. Le plus souvent, elles sont à la manœuvre en coulisse, employant diverses techniques pour exercer leur influence : dissimulation derrière des «organismes écrans» (associations d'entreprises ou groupes de réflexion) agissant pour leur compte, déstabilisation du débat public en présentant des arguments climato-sceptiques et des campagnes publicitaires biaisées, financement de certains partis ou formations politiques, ou encore mise à profit du système du «pantouflage» (reconversion de hauts fonctionnaires dans le secteur privé, et vice-versa).

### **L'économie européenne bénéficierait de la protection du climat**

Ces acteurs privés font pression pour empêcher tout progrès par rapport à la protection du climat. Ils tentent sans vergogne de reformuler les termes du débat, au mépris des nombreuses études et analyses montrant que l'économie européenne bénéficierait aussi des mesures de lutte contre les changements climatiques. Le rapport a montré comment BusinessEurope et consorts sont parvenus à maintenir le statu quo en brandissant le spectre de la «désindustrialisation de l'Europe», ignorant l'analyse de la Commission européenne selon laquelle un



© Jiri Rezac/Greenpeace

objectif de réduction de 30 % induirait de nombreux avantages économiques.

La transition vers une économie verte, reposant sur des énergies propres et sûres, devrait être mise rapidement en route si l'on veut éviter l'emballage catastrophique du climat. Pour cela, il faut adopter une politique solide en faveur des énergies renouvelables, s'engager à mettre fin à la déforestation, promouvoir des emplois verts et décents et mettre en place une réglementation juridiquement contraignante sur les émissions de gaz à effet de serre.

### **ArcelorMittal: plus de 2 milliards d'euros de bénéfice grâce aux droits d'émission excessifs**

ArcelorMittal a bénéficié de quotas d'émissions excessivement généreux, si bien que d'ici à 2012, le groupe devrait disposer d'un surplus de crédits supérieur aux émissions annuelles d'un pays comme la Belgique, et tirer largement profit de la vente ou du report de ces permis non utilisés. Ces «droits de polluer», distribués gratuitement, sont le fruit des activités de lobbying et des relations étroites que le groupe sidérurgique a tissé avec les gouvernements dans les pays où il est implanté. Aux États-Unis, ArcelorMittal empêche l'opinion publique de comprendre les enjeux de la science du climat en soutenant financièrement des candidats au Sénat qui défendent des thèses climato-sceptiques ou s'opposent à la législation sur les changements climatiques. ■

## Pesticides – Non Merci!

Les cultures d'OGM et l'utilisation massive de pesticides sont étroitement liées. En 2009, le rapport «Impacts des cultures d'OGM sur l'utilisation de pesticides – les 13 premières années» publié par «The Organic Center (TOC)» aux États-Unis, concluait déjà que l'utilisation croissante de pesticides dans les cultures OGM «résistantes aux pesticides», comme par exemple le soja OGM «Roundup Ready», découle de l'émergence de mauvaises herbes devenues résistantes aux pesticides par transmission génétique. Suite aux cultures de maïs, de soja et de coton transgéniques, la quantité de pesticides utilisée a augmenté considérablement durant les 13 premières années de mise en culture des OGM.

Dans le cadre de la «semaine sans pesticides» en mars 2011, l'Initiative «Luxembourg sans OGM» a proposé aux communes de se déclarer également «commune sans pesticides». Le 18 mai 2011 Marie-Monique Robin, la réalisatrice du documentaire phare «Le Monde selon Monsanto» est venue au Luxembourg pour présenter son nouveau documentaire «Notre poison quotidien» traitant des pesticides et autres substances chimiques qui nous menacent tous les jours.

Fin 2011, une vingtaine de communes se sont déjà déclarées «commune sans pesticides» (\*).■

(\*) La délibération type pour les conseils communaux est disponible sur: [www.ounigenttechnik.lu](http://www.ounigenttechnik.lu)

## Das Spritzmittel “Roundup” und sein Wirkstoff Glyphosat – problematischer als bisher angenommen!

Im Juli stellte Greenpeace den hochbrisanten Bericht «Herbicide tolerance and GM crops – why the world should be ready to roundup glyphosate» vor. Der Bericht fasst rund 200 rezente wissenschaftliche Studien über die Auswirkungen des Wirkstoffs “Glyphosat” zusammen. Glyphosat ist der Hauptwirkstoff des Spritzmittels “Roundup” von Monsanto. Die Schlussfolgerungen des Berichts sind alarmierend: “Glyphosat” und “Roundup” sind bei weitem gefährlicher für Mensch und Umwelt als bis jetzt allgemein angenommen und von den



Des pesticides répandus par avion sur les cultures de soja OGM «Roundup Ready» en Argentine.

Zulassungsbehörden behauptet. Das Spritzmittel hat unter anderem eine störende Wirkung auf die Mechanismen der Zellteilung. Hinzu kommt, dass die Zulassungsdossiers erhebliche Mängel aufzeigen. Auf Basis dieser neuen Erkenntnisse fordert Greenpeace, dass der Handel das Spritzmittel “Roundup” vorläufig freiwillig aus dem Verkehr zieht und dass Landwirtschaftsminister Romain Schneider und Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo ein Verbot für “Roundup” beschliessen.

Das Spritzmittel “Roundup” kommt systematisch und in bedeutenden Mengen beim Anbau von gentechnisch veränderter Soja (GVO-Soja) zum Einsatz. In den Anbaugebieten werden Wasser und Böden verseucht und die Gesundheit der Menschen erheblich gefährdet. GVO-Soja landet auch in den Futtertrögen der konventionellen Landwirtschaft in Luxemburg. Greenpeace fordert eine Kennzeichnung “GVO-frei” für Eier, Milch- und Fleischprodukte. Denn der Verbraucher hat ein Recht auf Wahlfreiheit, Transparenz und Gesundheit!■

## Messieurs les ministres Schneider et Di Bartolomeo : pour quand le label « sans OGM » ?

Les cultures d'OGM et l'utilisation de pesticides dans le monde sont responsables d'une partie de la perte de la biodiversité. Une agriculture basée sur le duo OGM/pesticides détruit la liberté des agriculteurs (brevets) et a des conséquences négatives sur la santé humaine et animale. Durant l'automne 2011, les organisations de l'Initiative «Luxembourg sans OGM» ont organisé une série d'événements avec des organisations partenaires d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie pour témoigner de la situation désastreuse des petits agriculteurs face aux cultures OGM.

Alors que l'agriculture biologique travaille sans OGM et sans pesticides, un des plus gros défis du secteur agroalimentaire est actuellement la problématique des importations de matières fourragères OGM dans l'agriculture conventionnelle. Au Luxembourg, dans l'agriculture conventionnelle, le bétail est aussi en partie nourri avec du soja OGM «Roundup Ready» importé notamment du Sud.

Au Luxembourg, le lait, la viande et les œufs issus de l'agriculture conventionnelle n'apportent actuellement aucune garantie «sans OGM». Durant l'année 2011, les organisations de l'Initiative «Luxembourg sans OGM» ont demandé aux acteurs du secteur agroalimentaire de prendre leur part de responsabilité. Au printemps 2012, la réglementation de la «filiale sans OGM» élaborée par les ministres de l'Agriculture et de la Santé devrait poser le cadre d'un label «sans OGM» pour les produits issus de la production animale. Greenpeace Luxembourg demande aux décideurs politiques et aux acteurs du secteur agroalimentaire au Luxembourg d'agir et de mettre sur le marché des produits laitiers, de viande et des œufs de qualité «sans OGM». Le consommateur a droit à la santé, à la transparence et au libre choix! ■

### Le pillage des océans doit cesser!

Les flottes de pêche industrielle des États membres de l'UE, notamment de l'Espagne, du Portugal et de la France pêchent de plus en plus loin. Dans le quasi anonymat du grand large, notamment le long des côtes de l'Ouest africain, elles pillent quotidiennement les océans. Pendant les années 2011-2013, dans le cadre de la réforme de la Politique Commune de la Pêche (PCP), l'Union européenne a la chance

de pouvoir remédier à la dérive actuelle. En été-automne 2012, la Commission européenne va proposer une première ébauche de la réforme.

En avril 2011, le Luxembourg était une des toutes premières étapes du Tour d'Europe de Greenpeace: «Les Témoins d'Afrique». Lors de la rencontre avec le Gouvernement du Luxembourg, Greenpeace et les représentants des pêcheurs artisanaux d'Afrique de l'Ouest ont demandé que 40% des océans soient déclarés 'réserve marine' et que la future PCP de l'Union européenne évite la surpêche des océans. L'Union européenne doit réduire les capacités de ces flottes de pêche industrielle. Les quotas et les pratiques de pêche doivent reposer sur des critères scientifiques et transparents pour garantir la protection des écosystèmes marins, la régénération des stocks de poissons et donner une perspective aux pêcheurs artisanaux.



Les membres de la délégation officielle du Gouvernement, le Vice-Premier ministre Jean Asselborn, le ministre de la Pêche Romain Schneider, le ministre du Développement durable Marco Schank et la ministre de la Coopération Marie-Josée Jacobs ont assuré que le Gouvernement soutient en général les demandes formulées par Greenpeace et les pêcheurs artisanaux. Le ministre de la pêche s'est notamment engagé à œuvrer pour que les États membres «sans mer» (p.ex. Autriche, Hongrie, Luxembourg) adoptent des positions en faveur d'une pêche durable, qui protège la biodiversité marine. ■



## Cinq journées hautement radioactives

Depuis 1996, des conteneurs de déchets très hautement radioactifs, issus du retraitement des combustibles usés allemands, quittent à intervalles réguliers La Hague pour retourner en Allemagne. Le 24 novembre 2011, un convoi est parti de Valognes dans la Manche, à destination de Gorleben en Allemagne. Il y est arrivé le lundi 28 novembre. Nous avons recueilli le témoignage d'Anaïs, membre de Greenpeace Luxembourg, ayant participé aux actions destinées à ralentir l'avancée de ce convoi transportant des déchets radioactifs.

«Je suis arrivée à une vingtaine de kilomètres de Gorleben, où se trouve le centre de stockage «provisoire» de déchets radioactifs, le jeudi 24 novembre, après toute une journée dans le train. Le vendredi fût une journée de prise de contact, de discussions préparatoires et d'ateliers pour confectionner le matériel nécessaire aux journées suivantes. Le camp accueillait des militants de tout âge : des enfants, des adultes, des personnes de plus de 70 ans ! L'atmosphère était vraiment familiale !

Le samedi, c'était la grande manifestation de Gorleben qui a rassemblé 23 000 manifestants ! C'était incroyable ! L'ambiance générale de cette mobilisation était très chaleureuse. Le défilé s'est terminé dans un champ où des dizaines de stands avaient été installés par des associations ; il y avait aussi de quoi manger, des concerts... Le champ, au plus fort de la manifestation, était un océan de bannières de toutes les couleurs.

Le samedi soir et le dimanche matin, nous avons participé à des réunions. Départ dimanche à midi pour le blocage routier. Nous étions environ mille marcheurs. Nous devions effectuer une dizaine de kilomètres dans la forêt pour rejoindre la route en évitant les barrages de police. Des policiers à pieds et à cheval ont tenté de nous barrer le chemin à

«Le camp accueillait des militants de tout âge : des enfants, des adultes, des personnes de plus de 70 ans ! L'atmosphère était vraiment familiale !»

plusieurs reprises ; mais nous étions beaucoup trop nombreux. Ils n'ont pas eu d'autre choix que de nous laisser passer. Une fois arrivés sur la route, un barrage policier plus conséquent nous attendait ; décision a été prise de rester à cet endroit pour ralentir le passage des castors. Nous avons commencé à aller chercher des branches dans la forêt, à la fois pour confectionner des barrages sur la route, histoire de retarder le moment de notre évacuation, mais également pour confectionner des abris car la pluie redoublait d'intensité. L'ambiance été festive et bonne enfant, il y avait une fanfare qui jouait sous la pluie.

Une cuisine ambulante nous a amené de la soupe chaude, du thé, du café, toutes sortes de nourriture, des couvertures, et tout le nécessaire ! Nous nous informions en permanence sur l'avancée des castors. Comme il faisait particulièrement froid, nous avons dansé pour nous réchauffer ! Malgré le froid et l'humidité, nous avons réussi à dormir quelques heures.

Le lendemain, nous sommes restés toute la journée sur la route. Vers 17h, la police a commencé à nous encercler, à nous évacuer un par un. Cela a été plus rapide que ce que nous imaginions ; en une heure, nous étions évacués. Cependant, le plus long à été de déloger quatre grimpeurs perchés dans les arbres ! Nous sommes restés par solidarité jusqu'à ce que le dernier soit évacué. Ce fût une expérience vraiment enrichissante, et nous étions tous très heureux d'avoir participé à cette action et d'avoir contribué à retarder l'arrivée des castors à Gorleben ! »■



© Pierre Gleizes/Greenpeace

## E -10: Mon pari climat



Le projet de sensibilisation au changement climatique et d'efficacité énergétique EMISSION -10 (« Mon pari climat ») a été lancé en janvier. 45 ménages dans les communes luxembourgeoises de Junglinster et de Roeser se sont engagés fin mars à réduire leur consommation de combustibles fossiles, et donc leurs émissions de CO<sub>2</sub>, de 10% pendant une période de 12 mois. Ce « pari » couvre la consommation d'électricité et le chauffage à la maison, ainsi que la mobilité personnelle. Les mesures à mettre en œuvre ne devaient pas coûter cher.

Pour aider les participants à atteindre l'objectif qu'ils se sont fixés, le projet leur propose du conseil expert personnalisé. EnergiPark Réiden (EPR) fournit l'expertise concernant le chauffage et l'électricité, tandis que la société Büro für Mobilitätsberatung und Moderation (BMM), basée à Trêves, s'occupe de la partie mobilité.

EnergiPark Réiden a d'abord rendu visite à toutes les familles pour examiner la situation sur place, ce qui a permis de prendre connaissance de leur consommation antérieure et de recommander à chaque ménage une série de mesures spécifiques d'économie. Les mesures les plus efficaces sont entre autres: débrancher les appareils électriques lorsqu'ils sont inutilisés; remplacer la ou les vieilles pompes à eau dans le circuit de chauffage; isoler les conduits de chauffage / d'eau chaude; installer des capteurs solaires pour l'eau chaude sur le toit; ou bien encore remplacer les vieux appareils frigorifiques.



Parmi les mesures efficaces, isoler les conduits de chauffage et d'eau chaude.

Quant à BMM, ils ont d'abord demandé aux participants de remplir un questionnaire détaillé concernant leurs moyens et habitudes de transport. Puis il leur a été demandé de remplir des « Wegeprotokolle » informatisés, documentant de



« Les enfants savent que c'est pour le projet EMISSION -10 qu'ils prennent moins souvent la voiture ».

manière détaillée chaque déplacement des membres de la famille pendant une période donnée.

Dans les deux cas, il a été possible de chiffrer précisément la consommation énergétique initiale.

Ces différents aspects pèsent significativement sur l'empreinte CO<sub>2</sub> d'un ménage, mais ils ne sont pas les seuls. L'impact considérable de nos habitudes d'achat et de consommation de tous types de biens ne doit pas être négligé. C'est pourquoi le projet a engagé CELL, le Centre for Ecological Learning Luxembourg, pour mener une série de soirées didactiques à ce sujet.

Vers la fin de l'année 2011, EnergiPark Réiden a mesuré les progrès accomplis par les ménages participants dans les deux communes. Les résultats étaient très encourageants, mais il était quand même clair qu'il restait encore du chemin à parcourir. Pour la partie mobilité, en février 2012, BMM a livré des paquets d'informations aux différents ménages indiquant les options pour se déplacer plus écologiquement, en tenant compte au maximum des données renseignées par le biais des « Wegeprotokolle ».

Avant la fin du projet, il va falloir mesurer à nouveau la consommation des ménages participants dans les différents domaines pour calculer la réduction pendant la durée du projet et donc pour voir s'ils ont gagné leur pari ! ■

# Finances 2011

Greenpeace est une des seules ONG au Luxembourg qui est totalement indépendante de tout apport financier de l'Etat, des pouvoirs publics et des groupes industriels, financiers et commerciaux. Notre budget repose entièrement sur les contributions de nos adhérents. Cette indépendance est la garantie absolue de notre totale liberté d'action et de prise de position.

## Recettes de Greenpeace en 2011

**Cotisations : 643 095,37 € (83,4%)**

83,4% des recettes de Greenpeace proviennent de dons réguliers, sous forme d'ordre permanent ou de cotisation annuelle.

**Intérêts, etc : 1 150,52 € (0,1%)**

Greenpeace Luxembourg détient des réserves couvrant au maximum 3 mois de ses dépenses courantes. Ces fonds sont placés sur un compte d'épargne afin d'être disponibles à tout moment.

**Retour de provision ESSO : 31 263,00 € (4,1%)**

En octobre 2002, nous avons réalisé une action en bloquant toutes les stations Esso du Luxembourg. Nous avons estimé les coûts juridiques et affecté une somme d'argent pour ce cas. Cette affaire, maintenant terminée, le retour de provisions fait partie de l'actif.

**Autres dons : 95 713,50 € (12,4%)**

De nombreux membres donateurs apportent un soutien supplémentaire aux activités générales de Greenpeace ou à des projets de campagnes spécifiques. Certains membres ont aussi pensé à Greenpeace lors d'évènements particuliers.



## Dépenses de Greenpeace en 2011

**Dépenses totales pour les campagnes : 514 863,86 € (63,2%),**  
soit 63,2% du budget annuel 2011

**dont campagnes menées au niveau national : 375 863,86 € (46,2%)**

Lutte contre le changement climatique 51%, Luxembourg sans OGM 14%, Océans 7%, Actions et Communications 28%.

**et campagnes internationales : 139 000,00 € (17,1%)**

Par le biais d'un circuit de redistribution mis en place au niveau international, les bureaux des pays riches contribuent aux activités menées dans les pays du Sud et de l'Est (ex. ouverture de bureaux permanents en Afrique, protection des Océans en Inde, protection de l'Amazonie et des forêts tropicales en Asie du Sud-Est, instauration de réserves marines dans le Pacifique, campagne contre les décharges d'appareils électroniques en Asie et Afrique, adaptation au changement climatique).

**Recrutement de 732 nouveaux membres donateurs : 65 779,08 € (8,1%)**

Pour garantir son indépendance, Greenpeace a besoin de nouveaux membres donateurs. Faire connaître nos activités et augmenter le nombre de nos membres nécessite des frais considérables.

**Administration, gestion et coordination : 101 331,12 € (12,4%),**  
12,4% du budget annuel.

**Accueil, suivi et information des 9 466 membres donateurs : 132 447,19 € (16,3%)**



## Des grandes marques de vêtements virent au vert!

Pour ce qui est du secteur textile, nous avons accumulé des victoires en 2011: d'abord, Adidas, H&M, Nike et Puma ont annoncé leur décision de produire «propre» d'ici 2020, exigeant de ce fait de leurs fournisseurs chinois qu'ils éliminent progressivement les substances toxiques de leur chaîne de fabrication. D'autres marques ont suivi le mouvement: C&A et la marque chinoise de sport Li-Ning ont à leur tour promis de ne plus déverser leurs eaux usées toxiques dans les rivières chinoises, toujours à l'horizon 2020. Une victoire tant pour les consommateurs qui portent ces vêtements que pour les populations victimes des pollutions en Chine. En soutenant la campagne Detox, les sympathisants de Greenpeace ont incité les grandes marques de vêtements à prendre leurs responsabilités. Le premier pas est fait. Un long chemin reste à parcourir!



© Isolde Woudstra/Greenpeace

## Des forêts mieux protégées en Indonésie!

En juin dernier, Greenpeace démarrait une campagne révélant que Mattel et sa célèbre poupée Barbie étaient impliqués dans la destruction des forêts tropicales en Indonésie. En effet, l'industrie du jouet utilise les produits de Asia Pulp and Paper (APP), une entreprise papetière célèbre pour détruire les forêts tropicales indonésiennes, y compris l'habitat du tigre de Sumatra. Après cette campagne internationale, Mattel a admis la nécessité d'évacuer toute trace de déforestation de sa chaîne de production et s'est finalement engagé à ne plus utiliser, pour ses jouets, des emballages fabriqués au détriment des forêts tropicales et du cadre de vie naturel des tigres de Sumatra. Mais cette victoire ne doit pas masquer les ravages de la déforestation: toutes les 2 secondes, l'équivalent de la surface d'un terrain de football est rasé! En 2012, Greenpeace mettra tout en œuvre pour contrer les manœuvres destructrices des entreprises et inciter les gouvernements à légiférer pour protéger ces irremplaçables trésors de biodiversité!



© Ulet Ifansasti/Greenpeace

## La Planète a un nouveau défenseur!

Le Rainbow Warrior III a navigué pour la première fois en octobre avant de partir sur les mers pour témoigner, informer, et dénoncer les crimes environnementaux. Il s'est engagé dans la plus belle des missions: protéger la Terre au nom des générations futures. Merci aux donateurs luxembourgeois.



© Oliver Tjaden/Greenpeace

## Une soupe d'ailerons de requins bien trop populaire!

Le photographe Paul Hilton a reçu le 3ème prix dans la catégorie nature au WorldPress Photo 2012 pour une série de photos prises à bord du navire de Greenpeace, l'Esperanza, en septembre 2011. Sur cette photo, un requin est tiré des profondeurs sur un palangrier taiwanais dans le Pacifique central. Des scientifiques ont récemment rapporté qu'un grand nombre de requins a disparu des océans en raison d'une demande internationale croissante pour la soupe d'ailerons de requins, particulièrement populaire auprès des classes moyennes chinoises. Une espèce de requin sur trois serait en voie d'extinction.



© Paul Hilton/Greenpeace

IMPRESSUM  
Publié par :  
GREENPEACE LUXEMBOURG

B.P 229 L-4003 Esch/Alzette  
Tél : + 352 54 62 52-1  
Fax : + 352 54 54 05  
CCPL LU51 1111 0893 0060 0000  
www.greenpeace.lu  
greenpeace@pt.lu

Rédaction : Christophe Hebling  
Ont collaboré à ce rapport  
annuel : Marieke Kremers, Martina  
Holbach, Maurice Losch, Roger  
Spautz, Anais Mourinho, Simon  
Norcross, Jutta Avrat et Magali  
Paulus.

Conception et réalisation :  
Bizart  
Impression :  
Imprimerie Centrale

Imprimé sur papier 100% recyclé  
blanchi sans chlore